

N°2018-BCA-41

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONTRIBUTION DU SDIS DE LA SEINE-MARITIME A LA MISSION
DE PREFIGURATION DU PROJET NEXSIS**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Dans un contexte marqué notamment par la multiplication des crises à cinétique rapide et inter-services, le président de la République a, dans son discours du 6 octobre 2017, insisté sur les enjeux portés par la transformation numérique pour la sécurité civile et a souhaité que la France se dote d'un système d'information et de commandement de sécurité civile, tant dans la gestion quotidienne que pour la gestion des crises.

Afin d'engager un programme destiné à la création d'un système d'information et de commandement unifié des services d'incendie et de secours et de la sécurité civile, le ministre de l'intérieur a institué une mission de préfiguration dont il a confié la direction au préfet Guillaume Lambert. Ce projet national est dénommé « NexSIS ».

Ainsi la création d'un système unifié de gestion des appels, des alertes et des opérations (NexSIS) entre tous les services d'incendie et de secours apparaît comme une opportunité à saisir. Les études préalables à la réalisation de ce projet structurant conduites par le préfet Guillaume Lambert ont permis de déterminer un coût estimé à 150 M€ pour la période 2018 – 2027.

Les travaux de la mission de préfiguration reprennent depuis mars 2018 avec le concours de Sdis contributeurs disposant de ressources métiers expérimentées, l'appui de la DGSCGC, de la DSIC et d'autres directions du ministère de l'intérieur dans l'objectif de finaliser un plan projet et d'en valider le coût global.

Suite à la visite des collaborateurs du Préfet Guillaume Lambert au CTA/CODIS fin février, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) a été sollicité pour disposer de la description des fonctionnalités de son SGO unifié et les membres de la mission de préfiguration ont été fortement intéressés par l'expertise et la connaissance de son équipe projet dans l'objectif d'atteindre au plus vite pour les premières versions NexSIS un niveau équivalent. Le Sdis76 est désormais reconnu au niveau national pour disposer d'un système unifié SGA-SGO performant et récent.

En contribuant dès sa conception à ce programme de modernisation nationale, les équipes du Sdis76 sont valorisées et permettent ainsi de faire reconnaître la technicité et l'expérience acquise par l'établissement public.

Par son implication dès les prémices du projet, le Sdis 76 bénéficie ainsi de meilleures conditions d'information et devient un acteur majeur sur les évolutions technologiques et fonctionnelles du futur outil national sans crainte d'une régression par rapport au SGO actuel pour lequel le Sdis76 envisage une migration au titre de l'année 2027.

La présente convention de partenariat, qui entre dans le champ d'action des missions de la sécurité civile, se traduit par **une contribution effective** du Sdis76 au profit de la mission de préfiguration du projet NexSIS.

Le partenariat proposé par la mission de préfiguration est transcrit au sein de la présente convention dans laquelle :

- le Sdis76 s'engage à contribuer au projet par la participation de personnels qualifiés dans les domaines des systèmes d'information et de communication, de la gestion du traitement des alertes et de la gestion opérationnelle en produisant des propositions et l'animation de groupes de travail en contrepartie d'une indemnisation assurée par le ministère de l'intérieur (charge de personnel et frais de déplacements), d'une meilleure anticipation au déploiement et la connaissance de toute la conduite du projet,

Les modalités financières de prise en charge par l'Etat des frais engagés pour les contributions effectives sont définies sur la base d'un forfait jour-agent, comptabilisable également par demi-journée.

- pour les travaux régulièrement assurés in-situ au titre de la préfiguration, le montant du forfait jour-agent est égal à 250 euros.
- pour les frais de déplacement et de restauration, un remboursement par l'Etat des frais de déplacement des fonctionnaires territoriaux.

La convention de partenariat entre l'Etat et le Sdis de la Seine-Maritime pour sa contribution à la mission de préfiguration du projet NexSIS est présentée en annexe.

Il vous est donc proposé d'autoriser le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

Convention de partenariat signée entre l'État et le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pour sa contribution de services à la mission de préfiguration du projet NexSIS

Entre :

- le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, représenté par Monsieur André GAUTIER, le président de son conseil d'administration d'une part, dénommé ci-après le « SDIS 76 »,
et
- le ministère de l'Intérieur, représenté par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, d'autre part, dénommé ci-après « le ministère »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Vu le code de la sécurité intérieure,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la défense,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,
Vu la lettre du ministre de l'intérieur instituant la mission de préfiguration du système d'information unifié de gestion des alertes et de gestion opérationnelle (SGA-SGO) des SIS et de la sécurité civile,
Considérant l'intérêt général d'un rapprochement des connaissances et compétences entre l'administration centrale et le SDIS 76 dans un domaine relevant des services d'incendie et de secours et de la sécurité civile,

Préambule

Conformément à la loi 2004-811 du 13 août 2004, relative à la modernisation de la sécurité civile, qui confie à l'État au plan national le rôle de garant de la cohérence de la sécurité civile et de définition de sa doctrine opérationnelle, afin d'engager un programme destiné à la création d'un système d'information unifié de gestion des alertes et de gestion opérationnelle des SIS et de la sécurité civile, le ministre de l'intérieur a institué une mission de préfiguration dont il a confié la direction au Préfet Guillaume Lambert, pour élaborer la structure de portage d'un tel projet et en débiter les spécifications.

Pour répondre aux attentes opérationnelles de terrain, les travaux de conception assurés au sein de cette mission de préfiguration sont ouverts aux métiers des différents services d'incendie et de secours qui, conformément à la loi 96-369 du 3 mai 1996 relative à l'organisation des services d'incendie et de secours, doivent disposer d'un CODIS et d'un ou plusieurs CTA, équipés d'un SGA-SGO pour répondre à leurs besoins opérationnels.

Article 1 : Objet

La présente convention de partenariat, qui entre dans le champ d'action des missions de la sécurité civile, se traduit par une **contribution effective** du SDIS 76 au profit de la mission de préfiguration du projet NexSIS, par une partie de ses personnels qualifiés dans les domaines des systèmes d'information et de communication, de la gestion du traitement des alertes et de la gestion opérationnelle, au titre des spécifications du projet et bénéficiant d'une connaissance approfondie favorisant les évolutions à venir.

Article 2 : Intérêt des parties prenantes

En disposant de ressources métiers expérimentées, en lien avec la réalité du terrain, connaissant les contraintes et les atouts de l'écosystème des services d'incendie et de secours, la mission de préfiguration bénéficie de compétences éprouvées immédiatement opérationnelles pour ses besoins de conception.

En contribuant dès sa conception à ce programme de modernisation national, les équipes du SDIS 76 pourront participer aux orientations métiers nécessaires aux besoins de leur propre établissement et bénéficier de meilleures conditions d'information favorables à un futur déploiement de cette solution technologique adaptée aux besoins de la profession, pour lequel le SDIS 76 envisage une migration au titre de l'année 2027.

Article 3 : Moyens mis en œuvre par le SDIS 76

En concertation avec le chef de la mission de préfiguration, le SDIS 76 met à la disposition de cette dernière un **groupe de personnels expérimentés**, de tous statuts, ainsi que leurs outils de travail habituels dans un domaine lié à ce projet pour contribuer par la production de travaux effectifs, notamment au sein d'ateliers de travail, en tant qu'animateur de groupes constitués d'autres SDIS participant ou de production de documents.

Il arrête la liste des cadres et des agents autorisés à participer régulièrement ou ponctuellement aux contributions de la mission de préfiguration et désigne au besoin le référent de cette équipe partenaire.

Cette activité n'entre pas dans le domaine de la prise des informations liée au projet ou à la communication des avis consultatifs qui pourront être ouverts aux différents services d'incendie et de secours à des étapes clefs de ce programme de modernisation.

Article 4 : Ressources mises à disposition par le ministère

Le ministère assure l'organisation matérielle et fonctionnelle des contributions collaboratives des acteurs partenaires pour permettre ses travaux d'étude et de conception.

Il autorise les agents du SDIS 76, pour les activités qui leur sont confiées, après avis du chef de la mission de préfiguration, dans le respect des règles en vigueur, à disposer d'accès à ses locaux et à ses matériels, dans la limite des besoins.

Article 5 : Durée

La mise à disposition des ressources prend effet à compter du 1^{er} mars 2018 pour une période de 2 ans et pourra être prolongée par reconduction expresse en cas de délais constatés dans la réalisation du projet et attentes partagées sur les évolutions du système, ou faire l'objet d'avent selon les besoins réciproques.

Pour des motifs sérieux, celle-ci pourra également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée trois mois avant l'échéance souhaitée.

Article 6 : Conditions d'emploi

Le SDIS 76 continue à assurer la gestion administrative des personnels qui participent aux travaux de la mission de préfiguration du projet NexSIS.

Durant la période de la mission et dans le cadre des travaux qui leur sont confiés, les personnels du SDIS 76 sont ponctuellement placés pour emploi sous l'autorité du chef de la mission de préfiguration ou, par délégation, sous l'autorité du responsable de pôle qui sera désigné.

Dans le cadre de cette convention, les activités de contribution du ou des personnels du SDIS 76 sont soit réalisées in-situ dans les locaux de la mission de préfiguration (pour lesquels les agents concernés seront expressément missionnés par leur établissement), soit assurées dans leur département d'affectation et font l'objet d'échanges avec des responsables de pôle ou de thématiques spécifiques dans le cadre de télétravail au moyen d'outils de communication professionnels (messagerie, téléphone, visioconférence, site collaboratif...).

Article 7 : Clauses financières

Compte-tenu des intérêts partagés des parties prenantes, le ministère assure la prise en charge des frais engagés pour les contributions effectives, sur la base d'un forfait jour-agent, comptabilisable également à la demi-journée.

Pour les travaux assurés, portant l'agent pleinement à disposition de la mission de préfiguration, pour toute activité liée à la mission de préfiguration, le montant du forfait jour-agent est égal à 250 euros.

Les frais de déplacement et de restauration qui ne sont pas pris en charge par le ministère sont remboursés au SDIS 76 dans la limite de la réglementation afférente aux frais de déplacement des fonctionnaires territoriaux.

Ces demandes de prise en charge sont formalisées au moyen d'un titre de recette exécutoire, établi au vu d'un état validé par le chef de la mission de préfiguration ou de son représentant, au ministère de l'intérieur, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, mission de préfiguration du projet NexSIS, place Beauvau 75800 Paris Cedex 08.

Le dossier comptable produit à l'appui de chacune de ces demandes comprend un état liquidatif des dépenses à rembourser, un titre de recette exécutoire et toutes pièces justificatives utiles.

Article 8 : Assurances

Le SDIS 76 garantit la couverture des risques statutaires et risques divers des personnels missionnés au bénéfice de la mission de préfiguration.

L'État garantit la couverture des risques inhérents à sa responsabilité en matière de sécurité des activités de service et des moyens mis à dispositions des personnels du SDIS 76.

Article 9 : Modalités de gestion

Le partenariat entre le SDIS 76 et la mission de préfiguration du projet NexSIS s'exerce dans le respect mutuel de la discrétion et de la confidentialité.

Le SDIS 76 et les personnels désignés disposeront d'un accès aux informations présentant l'avancement global du programme ainsi que l'ensemble des données nécessaires à la participation effective aux travaux du ou des domaines concernés.

Les personnels qui participent aux travaux de la mission de préfiguration adhèrent et signent la charte de confidentialité définissant leurs obligations en matière de discrétion, de devoir de réserve et de savoir être.

Dans le cadre de ce partenariat, le SDIS 76 sera tenu informé des éventuelles difficultés rencontrées, comme des actions particulièrement remarquables liées à l'activité de ses personnels.

La présente convention pourra, le cas échéant, être précisée par des conventions établies par les représentants des signataires.

Article 10 : Juridiction compétente en cas de litige

En cas de désaccord, les parties s'engagent au préalable à tenter de résoudre leurs points de divergences par accord amiable. À défaut, tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Article 11 : Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire du paiement des sommes dues en application de la présente convention est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

Article 12 : Imputation budgétaire des paiements

Les paiements du ministère de l'Intérieur sont imputés sur le programme 161 de la sécurité civile.

Fait à Paris, le _____ en 2 exemplaires

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime,

Le Ministre de l'Intérieur,

Monsieur André GAUTIER.